

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.368
8 juillet 1986

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA 368ème SEANCE PLENIERE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 8 juillet 1986, à 10 heures

Président : U TIN TUN (Birmanie)

GE.86=62969/5943F

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 368ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

La Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 3 de son ordre du jour, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées". Toutefois, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le désirent pourront faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Comme nous en sommes convenus à notre dernière séance plénière, la Conférence poursuivra aujourd'hui, au cours d'une réunion officieuse qui se tiendra immédiatement après la séance plénière, son débat de fond sur le point 2 de l'ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

Sont inscrits sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Belgique et de Sri Lanka.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Clerckx.

M. CLERCKX (Belgique) : La Conférence est entrée dans la seconde moitié de sa session. Ma délégation voudrait mesurer les progrès accomplis jusqu'à présent en fonction de ses préoccupations et de ses espoirs.

La Belgique a joint la Conférence il y a bientôt huit ans maintenant, afin de contribuer à des mesures effectives de désarmement et, là où la chose est possible, à l'abolition de certaines catégories d'armes. Mon pays n'a jamais pensé que c'était là une tâche facile et qu'il suffirait de s'adonner à des incantations périodiques pour y parvenir. Au contraire, mon pays est bien conscient que toute mesure effective de désarmement ou de limitation des armements qui a, aux yeux des puissances concernées, une incidence sur leur sécurité, n'est réalisable que dans la mesure où cette sécurité se trouve autrement garantie et pour autant que les accords et conventions de désarmement soient assortis de dispositions spécifiques pour préserver cette sécurité et pour garantir l'exécution bona fide des engagements pris - dispositions d'équilibre, de transparence, de vérification.

De toute évidence, ces conditions ne sont pas encore réunies pour permettre de véritables négociations dans les domaines prépondérants de l'armement nucléaire et de l'espace extra-atmosphérique. S'il n'entre pas dans nos attributions, à cette Conférence, de juger des conditions de sécurité, par contre dégager les dispositions qui dans les conventions à intervenir doivent préserver cette sécurité et garantir l'exécution bona fide des engagements à prendre, est certainement une de nos tâches spécifiques. La Belgique estime que rien ne saurait retarder cette tâche davantage.

(M. Clerckx, Belgique)

Le mandat de la Conférence du désarmement est de négocier, dans le sens courant du terme, ce qui implique aussi bien la négociation proprement dite que sa préparation. Une telle préparation n'influe en rien sur les conditions factuelles ou les exigences de la sécurité des Etats. Comme le but de tels travaux préliminaires est de dégager la voie pour des négociations effectives, au moment où les conditions requises le permettront, il convient que ces travaux soient menés de façon véritablement approfondie et structurée. Ceci ne peut se faire efficacement qu'au sein d'organes de travail spécifiques, créés à cet effet. Nous pensons qu'en règle générale les mandats gagneraient à être le plus simples possible, rédigés de manière à éviter de poser des conditions et de préjuger de la finalité des travaux. La règle du consensus étant d'application également au sein des organes de travail, aucune puissance ne saurait s'y trouver entraînée au-delà de ce qu'elle entend faire. Nous serions ainsi assurés que les questions que nous avons retenues par priorité, en raison de leur importance, trouvent aussitôt les conditions d'examen requises, dans la continuité qu'elles méritent et l'approfondissement qu'elles postulent, sans que pour autant les options politiques fondamentales auxquelles l'une ou l'autre puissance pourrait le cas échéant devoir se résoudre, ne s'y trouvent mises en péril.

La façon dont la Conférence a abordé sa mission d'oeuvrer à l'élimination complète de l'arme chimique est une parfaite illustration de la voie préconisée. Au départ, les conditions pour une véritable négociation n'étant pas encore réunies, un groupe de travail spécial fut créé à la 35ème session, c'est-à-dire en 1980, avec le mandat très simple de "définir par un examen de fond les questions à traiter dans la négociation sur cette convention". Ce travail se déroula pendant deux ans et ce n'est qu'à notre 37ème session, soit en 1982, les puissances principalement concernées ayant finalement établi entre elles les conditions requises, que le groupe de travail reçut un véritable mandat d'élaborer une convention. Mais entre-temps le sujet avait été placé au centre de l'intérêt, comme il convient.

Ma délégation se réjouit de l'existence d'organes de travail pour les points 4, 5, 7 et 8 de notre ordre du jour. Elle plaide toutefois pour que la Conférence - instruite de ses expériences passées - se résolve à reconsidérer ses méthodes de travail et envisage favorablement le recours à des voies plus simplifiées, davantage en harmonie avec sa véritable vocation d'organe multilatéral de négociation.

J'ai évoqué tout à l'heure notre tâche d'organiser le renoncement mutuel, complet et vérifiable à l'armement chimique. C'est une tâche qui a été entamée dans cette ville, il y a plus de 15 ans et qui doit être menée à bien, aussi rapidement que possible, aussi rapidement du moins que le permet l'oeuvre de rédaction soigneuse des articles de la future convention. Que mon pays y attache un intérêt primordial n'étonnera personne. Nous conservons, en Belgique, comme il a été rappelé à plus d'une reprise déjà dans cette enceinte et ailleurs, le souvenir horrifié de la première utilisation de gaz de combat, tragique privilège qui marque la conscience de notre peuple et de nos hommes d'Etat. Mon pays fut un des inspirateurs du Protocole de Genève de 1925. Il

(M. Clerckx, Belgique)

n'a jamais manqué d'en réclamer le respect. Nous considérons le Protocole comme un point de départ. La Belgique fit à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement des propositions destinées à aller plus loin, ce qui conduisit la communauté internationale à créer, lors de la 37ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, une procédure pour examiner les plaintes concernant les violations du Protocole.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a toujours pu compter sur l'appui inconditionnel de la Belgique dans l'exercice des tâches qui lui sont confiées dans ce cadre. Mais le Protocole est menacé. L'utilisation de l'arme chimique se multiplie ces dernières années. Le nombre de pays qui se forment un arsenal d'armes chimiques augmente. La résistance morale à l'utilisation de l'arme chimique recule. Il faut de nouveaux instruments diplomatiques, plus complets et plus durables. Dans leur attente, mon pays s'est associé à toute mesure partielle pouvant contribuer à éviter l'utilisation de l'arme chimique, notamment aux initiatives internationales visant à empêcher l'acquisition de l'arme et donc son utilisation. La Communauté économique européenne a pris, en avril 1984, des mesures de contrôle sur l'exportation de certains précurseurs clés. Ces mesures sont, depuis, appliquées avec succès. Mais tout ceci ne saurait, au sentiment de la Belgique, remplacer valablement l'instrument décisif indispensable qu'est une convention universelle établissant la destruction obligatoire de l'arme chimique et l'interdiction complète de sa mise au point, de sa fabrication et de son stockage. Rien, ni des régimes de non-prolifération, ni des zones d'exemption, ni quelque autre mesure partielle ou intérimaire, ne saurait s'y substituer. Il faut une solution définitive et globale. Elle est d'autant plus impérative qu'elle est devenue envisageable et nous ne saurions plus nous satisfaire de la lenteur du rythme de négociation à laquelle on dut parfois se résigner dans le passé.

La Belgique a noté avec satisfaction la tournure relativement plus pragmatique qu'ont prise les négociations chimiques depuis octobre 1985, lors des consultations organisées par l'Ambassadeur de Pologne, M. Turbanski, président du Comité spécial l'an passé. Elle s'est réjouie de l'intention manifestée le 21 novembre dernier par le Président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, et par le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, d'intensifier les négociations.

Le distingué représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Lowitz, nous a rapporté, à notre séance du 26 juin, que lors d'une entrevue qu'il eut avec eux le 5 juin dernier, le Président Reagan et le Vice-Président Bush réaffirmèrent l'importance qu'ils attachent à l'accélération des efforts en vue de conclure un accord, effectif et dûment vérifiable. L'Ambassadeur Lowitz nous livra d'ailleurs à cette occasion quelques réflexions pertinentes, dont le caractère réaliste, pratique et constructif nous incite à espérer qu'un certain nombre de questions fondamentales, actuellement encore en suspens, pourront trouver une solution. L'Union soviétique, de son côté, formula récemment, par l'intermédiaire de l'Ambassadeur Issraélyan, une série de

(M. Clerckx, Belgique)

propositions qui indiquent, à notre sentiment, une volonté de mouvement. Mais il reste encore à clarifier davantage les intentions de l'Union soviétique, notamment sur la vérification, dont l'URSS, sauf erreur d'interprétation, semble bien, je crois, reconnaître actuellement l'importance.

La vérification doit être internationale et est indispensable, non seulement en matière de liquidation des stocks existants d'armes chimiques, en matière de déclaration des installations de fabrication et de l'élimination de ces installations, mais aussi et surtout pour ce qui est de la non-fabrication. Sur ce dernier point, les journées d'étude organisées par les Pays-Bas ont été très constructives et ma délégation tient à remercier ici les autorités néerlandaises d'avoir si parfaitement réalisé l'excellente initiative qu'elles avaient prise.

La négociation d'une convention d'interdiction des armes chimiques étant pour la Belgique une priorité absolue dans les travaux de la Conférence, mon pays se réjouit qu'une volonté nouvelle semble actuellement se développer afin d'accélérer les travaux. Les déclarations faites récemment par les représentants américain et soviétique et auxquelles j'ai fait allusion en sont une confirmation heureuse et réconfortante.

Ma délégation voudrait dès lors offrir, pour sa part, quelques réflexions dans le but de contribuer à clarifier les notions. Tout d'abord, convenons qu'en négociant l'élimination de l'arme chimique, il est indispensable d'avoir une notion exacte de ce que nous entendons éliminer. Etablir une définition appropriée de cette arme n'est pas sans incidences sur la nature des mesures d'interdiction et leur vérification, sur les intérêts légitimes de l'industrie chimique civile, laquelle, par principe, ne doit pas se trouver indûment soupçonnée, contrôlée ou limitée dans son essor, et sur la recherche scientifique et le progrès technologique de la chimie dont toute orientation vers la production de nouvelles armes chimiques doit être prohibée et empêchée.

Jusqu'à présent, nos travaux se sont essentiellement concentrés sur l'identification des éléments constitutifs de l'arme chimique, principalement la liste des produits chimiques toxiques et leurs précurseurs clés. Ces travaux sont menés avec beaucoup de clairvoyance et de façon approfondie et nous disposons actuellement déjà de listes fort avancées. Notre rôle, toutefois, n'est pas de négocier l'élimination de produits chimiques létaux, toxiques, nocifs ou dangereux, mais de l'arme chimique, c'est-à-dire de la confection d'une arme dont l'effet destructif est constitué par des produits chimiques.

Il me paraît que l'article II, tel qu'il est actuellement rédigé ou proposé, ne reflète pas, ou pas suffisamment, ce critère de l'intention, de la finalité, qui est déterminant pour la notion même d'"arme". Nous pensons qu'il est temps de se repencher sur cette question de la définition et la Belgique se propose de contribuer, au moment opportun, à l'élaboration définitive de

(M. Clerckx, Belgique)

l'article II. Nos travaux progressent actuellement à un rythme heureusement plus rapide et il convient de se préoccuper d'établir clairement ce qui constituera l'objet des obligations et des interdictions fondamentales que la future convention posera dans son article premier, donc de disposer d'un ensemble de définitions adéquates aux fins que nous poursuivons.

La tâche que la Conférence du désarmement doit mener à bien en ce qui concerne les armes chimiques comporte essentiellement deux aspects. D'un côté, il faut organiser le désarmement chimique stricto sensu, c'est-à-dire l'élimination sous contrôle international des stocks d'armes et des installations qui servent directement à les réaliser. De l'autre, il faut assurer que le renoncement à se doter de l'arme chimique, auquel les parties s'engageront, soit et reste crédible, grâce à des mesures de vérification appropriées et efficaces. Dans ces deux aspects, la vérification est capitale.

Les problèmes qui se posent dans les deux types de vérification sont sans doute fort différents et difficilement comparables, les intérêts dont il importe de tenir compte étant essentiellement de sécurité militaire pour les premiers, davantage économiques pour les autres. Dans le premier cas, la présence de l'arme chimique est certaine, avérée, reconnue, dans l'autre, elle n'est qu'une simple possibilité théorique, dont il importe de prévenir efficacement la réalisation. J'y reviendrai plus loin.

Je voudrais en premier lieu aborder le premier aspect de la future convention, à savoir le désarmement chimique stricto sensu, c'est-à-dire la destruction des stocks d'armes chimiques et de leurs installations de fabrication, qui devrait avoir lieu aussi rapidement que possible après l'entrée en vigueur. La phase totale d'élimination devrait être fixée en fonction du délai techniquement nécessaire pour détruire l'arsenal le plus important d'armes chimiques détenues par un seul pays.

La Belgique ne possède pas d'armes chimiques et n'a nulle intention d'en posséder. Elle retrouve périodiquement des munitions chimiques périmées qui ont été abandonnées sur une partie de son territoire par les forces armées d'autres pays, à la fin de la première guerre mondiale. Ces munitions périmées sont éliminées régulièrement et continueront à l'être aussi longtemps qu'elles seront retrouvées. Elles ne posent de danger que pour mes compatriotes, ainsi qu'un accident récent, entraînant la mort de quatre hommes nous l'a, hélas, encore rappelé. Nous souhaitons que ce problème soit traité à part dans la future convention ou dans une annexe de celle-ci, en raison de ses aspects très spécifiques.

Le groupe de travail B est chargé de mettre au point le régime de destruction des stocks d'armes chimiques et de leurs installations de fabrication. Nous apprécions tout particulièrement que l'on se préoccupe ici d'aller à l'essentiel qui nous paraît être d'établir un ensemble complet de règles. Il serait inconcevable en effet, pour la crédibilité de la convention et ses chances d'adhésion universelle, qu'il apparaisse après son entrée en vigueur que la destruction des stocks est retardée en attendant la solution de telle ou telle difficulté relative par exemple à la déclaration des stocks ou à leur localisation.

(M. Clerckx, Belgique)

Un problème important qui retenait l'attention pendant la session de printemps, et sur lequel il faudra revenir, est celui de l'ordre de destruction de ces stocks. Ma délégation espère avoir pu contribuer à démontrer, grâce à une proposition que la Belgique a faite en avril dernier, que les difficultés, pour sérieuses qu'elles fussent, pouvaient être surmontées.

Nous avons intégré une méthode de comparaison générale des stocks d'armes de composition différente, dans une esquisse de solution globale de l'ordre de destruction, deux problèmes qui sont intimement liés. Nous avons développé une proposition faite par la Chine, qui constituait une percée conceptuelle en matière de comparabilité des stocks.

En ce qui concerne l'élimination des installations de fabrication, nous avons pris connaissance avec intérêt des propositions concrètes faites par l'Union soviétique, dont nous savons depuis le début de cette année, qu'elle est prête aussi à accepter une vérification internationale sur place de ce processus.

Le distingué délégué des Etats-Unis a fait remarquer lors de son intervention ici en plénière, le 26 juin dernier, qu'il restait cependant encore à convenir "ce qui exactement devrait être détruit", illustrant ainsi l'intérêt, nous semble-t-il, de disposer d'une définition adéquate de ce qui est à considérer comme installation de fabrication de l'arme chimique. Il s'agit de pouvoir distinguer quelles installations ont effectivement servi à la production de ce qui, incontestablement, peut être qualifié d'arme chimique. Ici encore, nous sommes ramenés au problème de définition que j'évoquais plus haut.

Le second aspect fondamental de la convention est celui de la prévention de l'acquisition d'armes chimiques. Il s'agit ici de mettre au point les régimes de vérification les plus propres à rassurer de facto les parties que les engagements de ne pas mettre au point, fabriquer, entreposer ou transférer des armes chimiques sont effectivement respectés.

Les négociations du groupe de travail A se sont orientées, depuis octobre 1985, vers l'identification concrète des éléments matériels qui seraient les plus susceptibles de servir à la production clandestine d'armements chimiques, éléments parmi lesquels figurent bien évidemment un certain nombre de substances chimiques universellement reconnues comme agents chimiques de combat, ainsi que les précurseurs qui permettent nécessairement de les obtenir.

Dans le choix des régimes d'interdiction et de vérification qui seraient appliqués à chacune de ces substances chimiques, il faudra, avant tout, se demander si la substance en question est susceptible ou non de servir à d'autres fins que l'armement.

(M. Clerckx, Belgique)

Seules les substances qui seraient connues comme ne pouvant que servir et servir uniquement à des fins d'armement mériteraient d'être totalement interdites, sauf bien entendu si, à la suite d'une découverte scientifique, un Etat partie commençait la production d'une de ces substances à des fins purement pacifiques, dont il aurait pu démontrer la réalité à l'organisation internationale de contrôle qu'il convient de créer.

Nous ne pouvons perdre de vue, dans l'élaboration de nos règles, l'évolution de la science et de la technologie qui pourraient tantôt nous amener à lever les interdictions sur la fabrication de certaines substances, tout en les maintenant sous un contrôle vigilant, tantôt à soumettre à un régime plus sévère des substances dont la fabrication, jusqu'à présent à des fins pacifiques, serait utilisée autrement, tantôt encore à inscrire sur les listes annexées à la convention des substances inconnues précédemment comme agents chimiques de combat ou de nouveaux précurseurs.

Il importe ici de garder à l'esprit la différence essentielle qui existe entre les substances qui présentent un risque inhérent d'être affectées à l'armement chimique et celles qui sont véritablement affectées à cette fin. Une définition appropriée de l'"arme chimique" aurait ici également toute sa signification et c'est par ailleurs la vérification, le contrôle qui permettront pour toutes les substances chimiques à double fin de déterminer si l'on se trouve ou non du côté prohibé de l'alternative.

Si l'autorité nationale aura l'obligation de veiller à ce que ses industries coopèrent avec l'organisation internationale de contrôle, il n'est pas moins essentiel de préserver dans ces dispositions concernant la non-fabrication les intérêts légitimes de l'industrie chimique. Il convient, en définitive, de ne pas inverser les rôles. La philosophie à cet égard doit être qu'est permis tout ce qui n'est pas explicitement défendu, et non pas le contraire. Car nous ferions sinon peser sur l'industrie chimique civile une hypothèque injustifiée et insupportable et nous ouvririons la porte à des contrôles excessifs, gratuits ou vexatoires. Qu'il s'agisse d'échanges de données ou de vérification sur place, les régimes qui relèvent de l'article VI ne sauraient avoir pour effet que l'Organisation internationale se substitue en quelque sorte à l'autorité nationale dans la responsabilité de respecter la convention.

On peut et doit attendre des Etats parties qu'ils respectent tous les engagements auxquels ils auront souscrit. Nous voyons la vérification systématique comme un moyen positif de renforcer la confiance entre parties, qui est rendue nécessaire là où la seule présomption de bonne foi dans le respect des engagements ne peut suffire, à elle seule, à assurer cette confiance.

Ceci m'amène à parler des mesures envisagées en prévision des situations factuelles ambiguës qui feraient naître des doutes sur le respect des dispositions fondamentales contenues dans l'article I du Traité, à savoir obligation de détruire les stocks d'armes et leurs installations de

(M. Clerckx, Belgique)

fabrication, selon les calendriers agréés, interdiction de mettre au point, de produire, entreposer, transférer ou utiliser des armes chimiques. Des mesures par lesquelles une organisation internationale à créer prêterait son concours actif sont envisagées : elles vont de l'échange d'informations supplémentaires à l'inspection sur place par mise en demeure, qui pourrait viser des sites non déclarés et non soumis à l'inspection systématique prévue par d'autres articles de la convention.

Les difficultés rencontrées par la Conférence sur cette dernière question ne devraient pas trop surprendre, dans la mesure où nous sommes à la recherche d'une formule nouvelle pour un ensemble de mesures vérifiables de désarmement d'une ampleur sans précédent. Des divergences importantes subsistent. Il serait indispensable cependant de parvenir sans retard à une solution crédible et efficace d'inspection par mise en demeure, de manière à assurer que les mesures de vérification régulière n'aient pas pour résultat d'exempter de tout contrôle ce qu'il n'est pas prévu qu'elles couvrent. Dans une mesure importante, l'inspection par mise en demeure contribuerait dès lors à la crédibilité des mesures d'inspection systématique qui sont liées à des sites déclarés et acceptés à cette fin par les Etats.

La future convention devra bien entendu comporter des dispositions efficaces, réalisables dans les plus brefs délais, permettant d'enquêter sur place, sur allégation crédible par un Etat partie de l'usage de l'arme chimique.

Espérons malgré tout qu'une telle éventualité ne se reproduira plus et que la future convention sera suffisamment efficace dans toutes ses dispositions de vérification pour l'exclure à tout jamais. Elle aura ainsi donné un exemple concret d'une mesure de désarmement très ambitieuse, réalisée et vérifiable, et sera pour nous une incitation à redoubler d'efforts sur cette voie, afin d'atteindre également, dans les volets conventionnels et nucléaires, le démantèlement si indispensable et urgent du surarmement dans le monde.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Belgique de sa déclaration et des mots aimables qu'il m'a adressés.

Je tiens à accueillir très chaleureusement le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, Son Excellence M. A.C. Shahul Hameed. En le remerciant de sa visite, je voudrais rappeler que nous le connaissons bien, puisque à deux reprises dans le passé il a parlé devant la Conférence du désarmement. Je suis sûr que nous écouterons sa déclaration avec un intérêt particulier, vu les contributions qu'il a déjà faites à nos travaux. Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka, M. A.C. Shahul Hameed.

M. HAMEED (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Cette année, par un heureux hasard, Monsieur le Président, je viens à la Conférence du désarmement alors que vous en assumez la présidence. La Birmanie et Sri Lanka sont deux petits pays asiatiques qui ont en commun une tradition philosophique et culturelle séculaire. Fiers de cette tradition, nous nous sommes efforcés, en tant que nations modernes, d'apporter de concert avec les autres membres notre contribution aux forums internationaux consacrés au désarmement.

Sri Lanka a toujours attaché une grande importance à cet unique organe multilatéral de négociation. Certes, les petites nations ne peuvent à elles seules modeler les destinées de cette Conférence. D'une certaine façon, on peut soutenir que les questions inscrites à son ordre du jour n'ont pas de rapport direct avec les pays en développement, en particulier les plus petits d'entre eux. Cet argument ne serait pas valable dans un affrontement de grande envergure, car tous les habitants de la planète en seraient les victimes. La restructuration de la Conférence visait à permettre au tiers monde d'y faire entendre sa voix, voix dont l'importance ne saurait être passée sous silence.

Deux voix qui n'avaient cessé de plaider avec courage la cause du désarmement se sont tuées cette année, avec la mort d'Alva Myrdal et l'assassinat d'Olof Palme. C'est la première fois depuis ces tragiques événements que je prends la parole dans un forum mondial de désarmement. Qu'il me soit donc permis de rendre hommage à ces deux combattants de la paix suédois, en qui le monde est fier de saluer des citoyens.

Nous voici déjà dans la seconde moitié de 1986. Il est ironique qu'il faille nous rappeler que c'est l'Année internationale de la paix. La seule résolution que l'Assemblée générale des Nations Unies a pu adopter par consensus le 24 octobre dernier alors que nous célébrions le quarantième anniversaire de l'Organisation en la présence d'un grand nombre d'éminents chefs d'Etat et de gouvernement, a été la résolution relative à la proclamation de l'Année internationale de la paix. Quelques semaines après les festivités organisées pour commémorer cet anniversaire, l'Organisation était aux prises avec une crise financière qui menaçait son existence même. Nous n'avons pas surmonté cette crise, qui va plus loin que la nécessité d'équilibrer les ressources budgétaires. Les Nations Unies traversent une crise collective pour ce qui est de l'attachement aux objectifs de la Charte et au dispositif qui a été établi pour la mettre en oeuvre. Actuellement, l'Année internationale de la paix risque de laisser le souvenir d'une année marquée par le rejet de traités, l'échec de propositions de désarmement, la justification éhontée du recours à la force dans les relations internationales, l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats en violation de leur souveraineté et le maintien de la présence de troupes étrangères dans d'autres pays.

Les ministres des affaires étrangères des pays non alignés, réunis à New Delhi en avril, ont noté à nouveau, avec inquiétude, la reprise de l'escalade de la course aux armements, notamment en ce qui concerne les armements nucléaires et autres armes de destruction massive. Le progrès des

(M. Hameed, Sri Lanka)

technologies donne naissance à de nouvelles générations d'armes de destruction massive, tant nucléaires que non nucléaires. On se prépare aussi à mettre au point de nouveaux systèmes d'armes spatiales à l'aide d'une nouvelle technique et cette évolution, qui ajoute une nouvelle dimension à la course aux armements, est lourde de conséquences.

Nous vivons dans un monde de violence - violence manifeste ou dissimulée. La paix et la justice doivent être protégées contre de violentes agressions. Celles-ci sont parfois le fait du terrorisme, problème mondial de nos jours. Le terrorisme, qui s'abrite souvent derrière la dignité d'une cause politique, est en fait un nihilisme qui s'efforce de faire des adeptes par la terreur et non par le processus démocratique. Notre capacité de défendre le monde de la paix, du droit et de l'ordre international dépend de la façon dont nous-mêmes respectons ce droit et cet ordre international qui comprend la Charte des Nations Unies et le recueil des traités. Le recours à des arguments spéciaux ne peut masquer le fait que la retenue qui est le fruit de la civilisation a été rejetée au profit de la recherche d'avantages éphémères dans la course aux armements et dans la concurrence pour le pouvoir à l'échelle mondiale.

Si nous faisons fi des traités et des engagements internationaux, si unilatéralement nous rejetons la juridiction des institutions internationales, quelle influence morale pourrions-nous avoir sur ceux qui sapent la règle du droit ? Le droit, l'ordre international transcendent les perceptions nationales et ne peuvent être assurés par la seule force. Il y a plus de 200 ans, Edmund Burke, le grand homme d'Etat britannique, a déclaré dans son discours sur les possibilités de conciliation avec l'Amérique que "l'usage de la force seule ne peut être que temporaire. La force peut dominer un moment, mais elle ne supprime pas la nécessité de dominer à nouveau, et une nation qu'il faut perpétuellement conquérir n'est pas gouvernée".

On pourrait tout aussi bien dire aujourd'hui qu'un monde qui est perpétuellement soumis à la menace ou à l'emploi de la force, que ce soit sur le plan politique, économique ou militaire, n'est pas gouverné. C'est précisément pour reconnaître ce fait que l'Organisation des Nations Unies a été créée en tant que "centre où s'harmonisent les efforts des nations" pour maintenir la paix et la sécurité internationales, développer des relations amicales entre les nations et réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire. Ce sont là précisément les objectifs de l'Année internationale de la paix. La paix et les accords de désarmement auxquels on vise dans ce forum nous échapperont toujours si nous ne nous accordons pas autour de cette table à reconnaître que le droit international et la moralité ne pourront jamais être compatibles avec l'emploi de la force en tant qu'instrument de politique, si ce n'est dans le strict respect de la Charte. En dernière analyse, c'est ce qui distingue les gouvernements civilisés des groupes terroristes.

(M. Hameed, Sri Lanka)

Nous avons enregistré un autre échec au cours de cette Année internationale de la paix : c'est la non-convocation de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement. Nous comprenons les raisons qui ont amené à ajourner cette Conférence. Sri Lanka, qui espérait qu'elle aurait lieu, s'était félicitée de la déclaration commune faite par un groupe de personnalités éminentes dans le domaine du désarmement et du développement. Les études des Nations Unies sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, ainsi que l'Etude sur la relation entre le désarmement et le développement ont démontré qu'il était possible pour tous les pays de rattacher ces deux importants objectifs de la Charte. Des pays tels que la Suède ont déjà montré que, dans le cadre du processus de désarmement, les ressources militaires pouvaient être affectées à des fins civiles constructives et que leur réaffectation devait être planifiée à l'avance pour éviter que les complexes militaro-industriels ne se perpétuent. Dans un monde aux ressources limitées, cette réaffectation doit se concevoir à l'échelle mondiale. Au stade intermédiaire, alors que les exigences de la sécurité nationale restent inchangées, la réduction des dépenses militaires peut s'opérer sur une base volontaire. La Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement doit se tenir en 1987 et Sri Lanka espère que toutes les nations y participeront comme il se doit.

Pendant l'année commémorative du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, nous nous sommes réjouis de voir les dirigeants des deux nations les plus puissantes se réunir dans cette ville. Ils ont examiné un certain nombre de principes importants régissant la sécurité internationale et le processus de désarmement. Cette année, il y a eu aussi les propositions novatrices faites le 15 janvier par le Secrétaire général Gorbatchev et une série d'autres initiatives. Il est encourageant de voir que les nouvelles propositions soumises par l'URSS avant la fin de la cinquième série de négociations bilatérales ont été accueillies avec intérêt et sont étudiées sérieusement. Nous espérons que cette évolution marque un tournant et que les traités actuels qui risquaient d'être rompus seront au contraire renforcés par de nouveaux accords prévoyant une forte réduction des arsenaux existants d'armes nucléaires. On voit apparaître une conception holistique du désarmement. Il faut saisir l'occasion de paix qui s'offre. Les deux parties sont conscientes des responsabilités considérables qu'elles ont vis-à-vis de la communauté internationale. La Déclaration commune prévoit qu'une autre réunion au sommet se tiendra cette année. Ces réunions sont assurément une bonne chose. On peut s'appuyer sur la Déclaration commune de l'année passée pour obtenir des résultats tangibles, non seulement à Genève, mais à Vienne et à Stockholm.

Depuis nombre d'années, Sri Lanka, de même que d'autres nations, s'efforce d'obtenir que soit appliquée la Déclaration de 1971 faisant de l'océan indien une zone de paix. Depuis le succès de la Réunion des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan indien, en 1979, nous attendons avec intérêt la tenue d'une Conférence internationale sur l'océan indien qui

(M. Hameed, Sri Lanka)

offrirait un moyen d'atteindre les objectifs de la Déclaration. L'initiative récente du Brésil visant à déclarer l'Atlantique Sud zone de paix, qui s'inscrit dans la ligne du Traité de Rarotonga par lequel a été établie l'an dernier une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud, montre qu'on est de plus en plus conscient de la nécessité de mettre les régions à l'abri des rivalités de puissance et de leur influence déstabilisatrice. Le régime juridique international de la mer, bien qu'il n'ait pas recueilli une adhésion universelle, centre l'attention sur la course aux armements navals. Sri Lanka, qui préside le Comité spécial, poursuit ses efforts en vue de la convocation à Colombo d'une Conférence internationale sur l'océan indien, qui seule pourrait donner des directives générales pour l'application effective de la Déclaration.

La course aux armements semble sur le point de prendre une nouvelle et dangereuse dimension en s'étendant à l'espace. Là encore, Sri Lanka s'est associée aux efforts déployés ici et à l'Organisation des Nations Unies pour prévenir une course aux armements dans ce milieu. Il y a près de deux décennies, Sri Lanka avait mis la communauté internationale en garde contre le déploiement d'activités militaires incontrôlées dans l'espace. Nous l'avions fait en raison de la préoccupation que nous causaient alors le phénomène de la course aux armements sur la terre et sa dynamique, qui suivait le processus habituel : recherche, mise au point, essais et déploiement. En tant que représentant de Sri Lanka - qui était alors Ceylan - auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, j'ai, en 1966, eu l'occasion de déclarer ce qui suit, lors de l'adoption du Traité sur l'espace extra-atmosphérique :

"Le second alinéa de l'article IV interdit l'exécution de manoeuvres militaires et toutes autres formes d'activité militaire sur les corps célestes. Là encore nous sommes déçus de constater que les activités militaires ne sont pas interdites dans l'espace extra-atmosphérique et sur la Lune.

"... Ma délégation tient à indiquer qu'elle a des réserves à formuler au sujet de l'article IV et qu'elle espère que cet article n'autorise pas implicitement des activités militaires dans l'espace et sur la Lune. Si c'était le cas, les nobles objectifs du Traité seraient réduits à néant".

Nos appréhensions ont été confirmées par le développement des capacités spatiales à des fins militaires que l'on a observé au cours des deux dernières décennies. A la Deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui s'est tenue à Vienne en 1982, j'ai déclaré ce qui suit :

"La communauté mondiale risque bien de mettre mal à profit les réalisations de la science et de la technique spatiales, si celles-ci restent le privilège d'un petit nombre de pays qui les exploitent pour des rivalités d'intérêts nationaux mesquins. Cela comporterait un grave danger : la militarisation de

(M. Hameed, Sri Lanka)

l'espace, non seulement au moyen d'applications militaires secondaires, telles que les satellites de surveillance et les opérations de recherche et de sauvetage, mais aussi par le biais de l'installation dans l'espace de systèmes d'armes ayant une fin spécifiquement offensive". Quatre ans plus tard, nous constatons que la course aux armements spatiaux se livre dans les laboratoires de recherche. Avant que la recherche d'aujourd'hui ne devienne la réalité de demain, il nous faut adopter une législation efficace pour garder l'espace à l'abri des armes. Nous sommes heureux de noter que le Comité spécial chargé d'examiner ce point de l'ordre du jour a entrepris un travail sérieux pour identifier et étudier les problèmes en question. Un nombre écrasant de nations ont reconnu la nécessité vitale de maintenir le Traité ABM de 1972 et de parvenir à un accord interdisant les armes antisatellites. D'autres mesures indispensables sont le renforcement de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace et l'inviolabilité des satellites enregistrés à des fins pacifiques. Les difficultés techniques que présente cette question exigent que l'on fasse un effort à l'échelle mondiale pour s'entendre sur les critères de discussion avant d'engager toute négociation. Sri Lanka est d'avis que la meilleure façon de procéder serait de créer un groupe d'experts scientifiques, doté d'un mandat indépendant, afin de fournir à la Conférence les compétences techniques qui lui sont nécessaires.

Nous avons également oeuvré pour la coopération internationale en vue des utilisations pacifiques de l'espace, et je rappelle à nouveau la déclaration que j'ai faite à Vienne en 1982, lors d'UNISPACE : "On a déjà envisagé la possibilité de créer une Agence internationale de l'espace. Cette mesure irait dans le sens de l'évolution qui se fait jour actuellement dans la vie internationale... Il est nécessaire de nous préparer à l'ère spatiale en établissant le dispositif institutionnel qui pourrait faire de l'espace, un domaine vraiment fructueux de coopération authentique entre les nations." A cette époque, nous pensions, et c'est encore le cas, qu'une Agence mondiale de l'espace servirait au mieux les intérêts de la communauté internationale pour que l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques se fasse dans un climat de coopération, et que les pays en développement soient assurés d'avoir eux aussi leur part du patrimoine commun de l'humanité. C'est la raison pour laquelle nous nous félicitons de l'initiative qui a été prise récemment, de tenir une Conférence internationale chargée d'examiner la possibilité de créer une telle organisation. La paix et la stabilité dans l'espace sont des conditions indispensables pour effectuer des investissements rentables en vue de l'exploration et de l'exploitation de ce milieu pour le bien de l'humanité. Si ces conditions ne sont pas créées maintenant, nous courons à l'échec que nous avons connu il y a 20 ans.

Ni l'espace ni les océans du monde ne peuvent être tenus à l'écart de la course aux armements si la Conférence se contente d'être le spectateur des événements mondiaux. La création de cet organe multilatéral de négociation a un but que les nations sont unanimes à reconnaître. Vous avez entrepris une tâche importante - négocier une interdiction des armes chimiques - et je vous souhaite un plein succès. Il faut libérer le monde de la fabrication et de l'utilisation de ces armes terribles. Il ne s'agit pas de fixer d'autres priorités, mais d'oeuvrer avec réalisme dans les domaines où il existe des

(M. Hameed, Sri Lanka)

possibilités de succès. Nous avons une dette de gratitude envers le Gouvernement néerlandais pour les intéressantes Journées d'étude qu'il a organisées récemment. Les travaux concernant l'interdiction des armes radiologiques ont pris un regain d'urgence après le tragique accident de Tchernobyl. Tout en exprimant notre sympathie au Gouvernement et au peuple de l'URSS, nous ne pouvons nous empêcher de tirer la leçon de cet événement quant à la nécessité de protéger les installations nucléaires pacifiques, non seulement des dommages accidentels, mais aussi des attaques délibérées. L'effort international accompli spontanément pour assurer la sécurité nucléaire et l'initiative louable de l'AIEA, qui tiendra en septembre une conférence internationale afin de renforcer la coopération internationale en matière de sécurité nucléaire et de protection radiologique, laissent bien augurer de notre capacité de tirer parti de nos erreurs. Aurons-nous aussi la sagesse de négocier les accords de désarmement nécessaires pour assurer la survie de l'humanité et prévenir une guerre nucléaire ?

Le système mondial de négociations sur le désarmement reste en accusation face à l'impossibilité d'agir - autrement qu'en paroles - où s'est trouvée la Conférence en ce qui concerne les questions nucléaires prioritaires qui sont exposées très clairement dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. A nouveau, Sri Lanka demande instamment que, à titre de première mesure, on entreprenne d'urgence des travaux en vue d'interdire les essais nucléaires. La troisième Conférence d'examen du TNP a elle aussi invité les Etats dotés d'armes nucléaires à participer d'urgence à la négociation et à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires dans le cadre de la Conférence du désarmement. A une écrasante majorité, la communauté internationale reste convaincue que la conclusion d'un traité interdisant tous les essais nucléaires serait en soi la mesure la plus importante pour renforcer le régime juridique existant contre une nouvelle prolifération des armes nucléaires, tant horizontale que verticale. Les éléments d'un mandat acceptable pour tous sont déjà réunis. Les résolutions successives de l'Assemblée générale ont souligné que cette mesure répondrait aux vœux d'une majorité écrasante de nations. Des travaux importants ont été accomplis dans le domaine de la vérification et les débats peuvent commencer, sans préjudice des accords finals qui pourront se dégager quant à la portée des problèmes en question. On connaît la souplesse dont Sri Lanka fait preuve à ce sujet et pour d'autres questions. Nous n'avons pas de position rigide sur les modalités ou les structures, ni d'opinions tranchantes quant aux mots d'ordre ou aux mandats. Cependant, l'expérience nous a trop souvent montré que la souplesse est inefficace si ne lui fait pas pendant la volonté de compromis.

Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de citer à nouveau Edmund Burke : "Tous les gouvernements et, au demeurant, tous les intérêts et satisfactions de l'homme, toutes les vertus et tous les actes réfléchis sont fondés sur le compromis et l'échange". Il ne peut y avoir de mesure de désarmement sans compromis et échange. Les négociations à partir d'une

(M. Hameed, Sri Lanka)

position de force, les négociations basées sur la rupture des accords en vigueur et sur l'intimidation, ne peuvent donner de résultats universellement valables et durables. Sri Lanka plaidera toujours en faveur d'un esprit de compromis à la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka de son importante déclaration et des mots aimables qu'il m'a adressés ainsi qu'à mon pays.

Ainsi s'achève la liste d'orateurs pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Comme nous l'avons décidé plus tôt, je vais maintenant lever cette séance plénière et convoquer immédiatement une réunion officieuse qui sera consacrée à l'examen de fond du point 2 de l'ordre du jour, intitulé "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire".

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 10 juillet, à 10 h 30.

La séance est levée à 11 h 15.